



94-09-09: Statement of Luxembourg, H.E. Mr. Robert Goebbels

ISO: LUX

The electronic preparation of this document has been done by the Population Information Network(POPIN) of the United Nations Population Division in collaboration with the United Nations Development Programme

AS WRITTEN

DECLARATION

DU

MINISTRE DE L'ECONOMIE

DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

ROBERT GOEBBELS

CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LA POPULATION ET LE DEVELOPPEMENT

Le Caire, 9 septembre 1994

Conference Internationale sur la Population et le Developpement 1994

Intervention de M. Robert Goebbels Ministre de l'Economie du Grand-Duche
de Luxembourg

Monsieur le President, Mesdames, Messieurs, Chers collegues

Avec mes felicitations au President Mubarak, mes remerciements vont aux
organisateur pour le travail preparatoire remarquable, de meme qu'aux
autorites et au peuple egyptien pour l'accueil chaleureux qu'ils nous ont
reserve.

La 3e conference mondiale de la population se situe a une periode charniere
de l'humanite. Des changements geopolitiques majeurs ont provoque une
ouverture plus large des nations au monde et ont entraine une plus grande
prise de conscience des interrelations complexes entre l'evolution de la
population, le developpement economique durable et l'environnement naturel et
social au niveau national et international.

Si mon pays est un cas atypique par rapport a la majorite des pays ici
presentes avec une population de nationaux stagnante, il represente aussi un
cas particulier sous un autre aspect. En effet, plus de 30% des residents et
plus de 50% des actifs sont d'origine etrangere. C'est grace a l'apport
migratoire que, la population residente continue de se developper.

Trois principes fondamentaux guident les politiques entreprises par le
Luxembourg:

1) Le premier principe est le respect inconditionnel de la dignite humaine et des droits de l'homme.

2) Plus particulierement faut-il souligner le droit des couples et des individus de decider librement du nombre et de l'espace des naissances ce qui implique des efforts dans le domaine de la "sante en matiere de reproduction" qui couvre egalement la planification familiale.

3) Le principe de l'egalite entre l'homme et la femme et notamment les droits de la femme meritent tout notre support.

1994 est aussi l'annee internationale de la famille.

Le Gouvernement luxembourgeois attache une grande importance a une politique familiale qui a pour objectif de creer un environnement favorable a la famille et a l'enfant.

Il est indeniable qu'il convient de mettre les mesures demographiques en relation avec une politique familiale globale et transversale, integrant des politiques aussi diverses que la fiscalite ou la sante. Mon Gouvernement estime en effet que ce n'est qu'a travers une politique familiale coherente et integree, respectueuse des droits des familles, que des effets demographiques positifs peuvent etre inities.

Monsieur le President,

Les augmentations de la population ne se repartissent pas de facon egale a travers le monde, mais touchent avant tout les pays en developpement. Des ressources trop importantes doivent etre consacrees a la consommation, a la couverture des besoins primaires essentiels dans ces pays a forte progression demographique, au lieu de pouvoir etre affectees a des investissements

permettant l'épanouissement souhaité des générations actuelles et futures.

Le triple effet d'une très forte croissance de la population, d'une dégradation de l'environnement et d'une pauvreté omniprésente risquent de mettre en danger la stabilité politique, économique et écologique de tous les pays.

En partant de ces constatations, le Luxembourg est favorable à une action concertée. Il faut donner aux générations présentes et futures la possibilité de vivre dans des sociétés justes et équitables, de bénéficier des droits fondamentaux de l'homme, d'accéder sur un pied d'égalité à tous les avantages politiques, économiques et sociaux que la société peut offrir et de vivre dans un environnement naturel sain.

La coopération au développement luxembourgeoise est déjà centrée sur les secteurs sociaux, comme le demande le document final. Ces projets ont une influence directe sur le niveau et la qualité de vie des populations dans les pays touchés par les problèmes liés à une importante progression démographique.

Ainsi en 1993, 65% des montants financiers investis dans des projets bilatéraux ainsi que dans des projets d'organisations non-gouvernementales de développement, ont été dépensés dans le secteur des services sociaux (c.a.d. éducation, santé, approvisionnement en eau potable, infrastructures notamment en milieu rural). Le Luxembourg espère contribuer ainsi à un développement durable des pays avec lesquels il a une politique de coopération.

Il consacre actuellement 0.35 % de son PNB à l'aide publique au développement. Je peux réaffirmer l'engagement que le Luxembourg a pris lors du Sommet mondial de Rio d'atteindre les 0.7% du PNB consacré à l'aide

publique au developpement vers l'an 2000. Les secteurs sociaux continueront a etre les secteurs-cible de la cooperation luxembourgeoise.

Monsieur le President,

Permettez-moi d'ajouter a cette prise de position de mon gouvernement quelques reflexions plus personnelles.

A suivre les travaux de cette conference je suis amene a faire deux constatations:

1. Que de mots pour constater une evidence, sa savoir la necessite de freiner la rapidite de la croissance demographique de par le monde, afin de pouvoir combattre efficacement la pauvrete, assurer le bonheur des femmes et des hommes, et parvenir a un developpement durable!

2. Que de mauvais proces intentes contre les auteurs de ce programme d'action sur la population et le developpement.

Les hommes qui peuplent cette planete ne sont peut-etre pas trop nombreux encore, mais l'humanite s'est certainement multipliee trop vite.

Mme. le Ministre representant la Chine l'a tres bien resume a cette tribune: Dans les pays ou la rapidite de la croissance demographique a freine le developpement economique et social de la nation, la formulation et l'execution d'une politique appropriee pour controler une croissance trop rapide de la population beneficiera a son developpement social et economique et protegera mieux les droits a la survie et au developpement des habitants de ce pays.

Pour arriver a ce but, chaque pays sera amene a prendre des mesures en conformite avec ses specificites.

Mais il est évident que la clef de tout développement soutenable, également en matière de population, est constituée par une amélioration du statut de la femme, ce qui implique d'abord une meilleure éducation, un meilleur accès aux soins de santé et aux méthodes contraceptives.

S'il est vrai que le développement économique est le frein le plus sûr à un emballement démographique, il est tout aussi certain que le développement économique durable ne se fera nulle part sans un surcroît d'efforts en faveur de l'éducation et de l'accès aux services de planification familiale pour tous, et surtout pour les femmes.

Dans ce contexte, il est navrant de constater que certaines églises, qui de tout temps ont relegué les femmes à un rôle de second plan, continuent de mener un combat d'arrière-garde contre le nécessaire effort pour donner aux femmes prise sur leur vies et pour améliorer leur statut, comme l'a si bien dit le Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Santé.

Ceux qui veulent faire des travaux de cette conférence une croisade contre l'avortement se trompent d'ennemi. L'avortement n'a jamais été un but dans toute politique de population responsable, mais est la conséquence d'une absence de politique donnant accès aux moyens planification familiale permettant d'éviter une grossesse non désirée.

Je viens d'un pays dont la population est dans sa grande majorité de confession catholique. Néanmoins mon pays s'est doté en 1978 d'une législation dont l'intitulé résume bien la nécessité et la réalité de toute action responsable, à savoir une législation relative "à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption volontaire de grossesse".

L'avortement est toujours un echec. Mais qui veut eviter les avortements doit souscrire a des methodes contraceptives sures et efficaces.

Aux defenseurs de la vie naissante il faut opposer la realite de la vie qui est la, et qui est souvent misereuse.

Selon l'Unicef quelque 500.000 meres meurent chaque annee lors de la grossesse et de l'accouchement, dont quelque 100.000 suite a des avortements pratiques dans des conditions hygieniques douteuses.

Quelque 23 millions d'enfants meurent chaque annee avant d'atteindre l'age de 5 ans.

Et selon le president de la Banque Mondiale un milliard de personnes luttent pour survivre avec l'equivalent de moins d'un dollar par jour.

Deux milliards de personnes manquent d'eau salubre.

La trop rapide croissance demographique, notamment dans les pays les plus pauvres, augmente, chaque annee les centaines de milliers, de mal-nourris, de mal-loges, de sans-emploi et de sans-avenir qui peuplent notre terre.

Il s'y ajoutent les problemes ecologiques, la preservation de notre environnement naturel et la necessaire gestion des ressources de la terre.

Il est vrai que la croissance des pays industrialises a un impact plus negatif sur notre environnement que celle des pays en developpement. C'est egalement un fait que les pays du Nord, qui consomment et polluent le plus, devront faire le plus d'efforts pour arriver a un developpement durable pour toute la planete.

Mais il est non moins vrai que chaque être humain, qui s'ajoutera aux milliards d'hommes et de femmes qui de toute façon vont renforcer la population mondiale au courant des décennies à venir, exercera une pression supplémentaire sur les équilibres de la planète.

Si nous voulons garantir à tous de meilleures conditions de vie et nous le voulons -, cela signifiera autant de besoins additionnels en nourriture, en énergie, en logements, en espace, pour ne pas parler de certains besoins souvent artificiels et dont découlent les gaspillages de la société de consommation des pays riches, mais qui, ne nous leurreront pas, hantent les rêves de beaucoup de pauvres!

Monsieur le Président

Le temps me manque pour approfondir mon sujet. Mais je suis certain que la maîtrise du développement de la population mondiale est la condition essentielle pour permettre à l'humanité d'atteindre au siècle prochain un développement plus harmonieux, en paix avec elle-même et avec la nature.

Puisse cette Conférence du Caire être le catalyseur de ce développement durable!

For further information, please contact: popin@undp.org
POPIN Gopher site: <gopher://gopher.undp.org/11/ungophers/popin>
POPIN WWW site: <http://www.undp.org/popin>